



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

22 juillet 2026

CINKASSE/CHIMIO-PREVENTION DU PALUDISME SAISONNIER :

LE TOGO ET LE BURKINA FASO MUTUALISENT LEURS STRATEGIES DE LUTTE TRANSFRONTALIERE

Cinkassé, 22 juil. (ATOP) - Les ministères togolais et burkinabè chargés de la Santé ont officiellement lancé, le lundi 20 juillet, la campagne conjointe transfrontalière de chimio-prévention du paludisme saisonnier (CPS), dans la commune de Yargatenga, au Burkina Faso.



L'assistance



Le ministre Tessi lors de son discours de lancement

La campagne se déroulera du 23 au 26 juillet 2026 de part et d'autre de la frontière entre les deux pays. Le Togo et le Burkina Faso entendent mutualiser leurs stratégies de lutte afin de combattre efficacement le paludisme dans les communautés frontalières. L'objectif est d'assurer une couverture optimale des interventions préventives et curatives contre cette maladie, tout en gérant efficacement les risques biologiques émergents, notamment la résistance des vecteurs aux insecticides et celle des parasites aux médicaments antipaludiques.

SOMMAIRE

<i>ECHOS DE LA CAPITALE</i> -----	2-3
<i>NOUVELLES DES PREFECTURES</i> -----	3-11
<i>NOUVELLE DE L'ETRANGER</i> -----	12-13
<i>SPORTS</i> -----	14-16

Recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) depuis 2012, la CPS vise à réduire de 75 % la morbidité et la mortalité liées au paludisme chez les enfants de moins de cinq ans dans les zones à forte endémicité. Cette intervention consiste à administrer un traitement préventif associant la sulfadoxine-pyriméthamine et l'amodiaquine (SPAQ) aux enfants âgés de 3 à 59 mois afin de prévenir les formes graves de la maladie.



Le ministre burkinabè



Le ministre Jean-Marie donnant le médicament préventif à un enfant à Cinkassé (Togo)

Le ministre togolais en charge de la Santé, Jean-Marie Ewonoulé Tessi, et son homologue burkinabè, Jean Claude Kargougou, ont indiqué que le lancement conjoint de cette campagne constitue un acte fort qui traduit la volonté des deux gouvernements de placer la santé au cœur de leur coopération bilatérale. Ils ont rappelé que le paludisme demeure, dans la sous-région, l'un des défis sanitaires les plus persistants, les plus coûteux et les plus lourds de conséquences pour les systèmes de santé. Les deux ministres ont invité les communautés à adhérer massivement à cette campagne afin de protéger la santé des enfants du Togo et du Burkina Faso.

A l'issue de la cérémonie de lancement en terre burkinabè, les deux délégations se sont rendues à Cinkassé, au Togo, où les ministres Jean-Marie Ewonoulé Tessi et Jean Claude Kargougou ont donné le coup d'envoi symbolique de la campagne en administrant le traitement préventif à deux enfants du quartier Pogyogo.

ATOP/BB/JK/DHK



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



ECHOS DE LA CAPITALE

DROITS DE L'HOMME :

LA CNDH PREPARE UN GUIDE POUR RENFORCER LES PRATIQUES DES OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE

Lomé, 22 juil. (ATOP) - La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), en sa qualité de Mécanisme national de prévention de la torture (MNP), organisera les 28 et 29 juillet prochains à Lomé un atelier national de validation du « Guide de l'Officier de police judiciaire (OPJ) ».

Placée sous le signe du renforcement de la chaîne pénale togolaise, cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet financé par le Fonds spécial de l'OPCAT 2024. Elle vise à doter les forces de sécurité d'un outil de référence

destiné à promouvoir les bonnes pratiques professionnelles, à prévenir les abus et à garantir le respect des droits humains.



Conformément aux dispositions de sa loi organique révisée en 2021, la CNDH entend associer l'ensemble des parties prenantes afin d'amender et d'enrichir le projet de guide. La méthodologie retenue prévoit une présentation générale du document, suivie de travaux de groupe thématiques et de séances de restitution en plénière en vue de sa validation consensuelle.

Au total, 42 participants prendront part à cet atelier. Il s'agira notamment de magistrats du parquet et de l'instruction, d'officiers de police et de gendarmerie, de représentants du Barreau, de délégués de l'UNICEF, ainsi que de représentants de sept organisations de la société civile intervenant dans la protection des droits de l'enfant.

A l'issue des travaux, le guide finalisé sera édité à 3.000 exemplaires. Il sera officiellement remis au ministre chargé de la Sécurité, avant d'être largement diffusé par les antennes régionales de la CNDH auprès des agents opérationnels des différentes unités d'enquête du pays. ATOP/SED/MG/KYA



NOUVELLES DES PREFECTURES

KPENDJAL :

LE GOUVERNEMENT ASSISTE DES VICTIMES DE CALAMITÉS NATURELLES DE BOMBÉGOU



Remise symbolique

financières. Il a été remis à dix ménages touchés par les inondations.

A travers cette action, le gouvernement entend renforcer la résilience des personnes sinistrées et contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie. Le représentant du Président du Conseil, M. Tchédé Issa a indiqué que ce geste traduit la compassion du gouvernement envers les victimes, en leur apportant un soutien nécessaire à leur réinstallation dans des conditions de vie acceptables.

Mandouri, 22 juil. (ATOP) - Des victimes de catastrophes naturelles dans la localité de Bombégou, commune Kpendjal 2, ont bénéficié de vivres et de non-vivres, le lundi 20 juillet.

Le don est offert par le Président du Conseil à travers le ministère des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'enfance. Il est composé de cartons d'huile, de sardines, de savons, de tomates, de sacs de maïs de 50 kg, de riz, ainsi que de tôles, de pointes d'acier et d'enveloppes

Le gouverneur de la région des Savanes, Atcha-Dédji Affoh et le préfet de Kpendjal, commissaire divisionnaire Balaté Mikidjièbe, ont salué les actions du gouvernement en faveur des populations affectées par les calamités naturelles. Ils ont invité les habitants à rester vigilants en cette période de pluies.

Le porte-parole des bénéficiaires, M. Kolani Tchable a exprimé sa gratitude au Président du Conseil pour cette assistance en ce moment crucial pour soutenir les ménages en situation d'urgence.

La cérémonie a connu la présence de députés, de maires et de plusieurs personnes ressources de la préfecture. ATOP/BLS/JK/SED

3^E SESSION ORDINAIRE 2026 :

LE CONSEIL COMMUNAL DE YOTO 1 EXAMINE LE BUDGET SUPPLEMENTAIRE

Tabligbo, 22 juil. (ATOP) - Le conseil communal de Yoto 1 a ouvert, le mardi 21 juillet à Tabligbo, les travaux de sa troisième session ordinaire de l'année 2026, consacrés à l'examen des dossiers liés à la gouvernance locale.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le secrétaire général de la préfecture de Yoto, Akayi Guédzé Koffi Sélom. Cette session met principalement l'accent sur l'étude et l'adoption du budget supplémentaire de la commune. Il s'agit pour les élus locaux d'ajuster les prévisions financières de la commune en fonction des besoins prioritaires. Le budget primitif se révélant insuffisant pour faire face à certains besoins prioritaires, le conseil se propose d'examiner, de nouvelles stratégies de mobilisation des ressources financières ainsi que l'instauration éventuelle de nouvelles taxes municipales.

Pendant dix jours, les conseillers municipaux examineront notamment le procès-verbal de la deuxième session ordinaire, le suivi des recommandations issues de cette session, le rapport sur les dégâts et la gestion des dernières inondations dans certains quartiers de la commune. Les travaux porteront également sur un exposé relatif au prototype de rapport d'activités, la nomination des chefs de divisions et de sections de la mairie, suivie de la présentation de leurs cahiers de charge.

Les conseillers écouteront les rapports d'activités de l'exécutif communal et des commissions permanentes. Une rencontre avec les populations du canton de Kouvé est prévue. Elle réunira les chefs traditionnels, les notables, les Comités citoyens de développement (CCD), les Comités villageois de développement (CVD), les Comités de développement de quartier (CDQ) et les adeptes de la religion traditionnelle.

Le maire de la commune Yoto 1, Léguédé Yaovi Meme, a relevé les principaux défis auxquels fait face la collectivité. Il a appelé les conseillers municipaux, les chefs traditionnels, les services déconcentrés de l'État, les organisations de la société civile, les opérateurs économiques et les partenaires au développement à unir leurs efforts pour accompagner le développement de la commune. Il a également invité les opérateurs économiques à investir davantage dans la localité afin de contribuer à son essor économique.

Le secrétaire général de la préfecture de Yoto a exhorté les conseillers municipaux à examiner les dossiers avec responsabilité. Il les a invités à privilégier des décisions répondant aux besoins des populations et contribuant au développement harmonieux de la commune.

ATOP/SAK/HKM/KYA



Les participants

LES TRAVAUX CONSACRES AU COMPTE ADMINISTRATIF 2025

Tsévié, 22 juil. (ATOP) - Le conseil municipal de Zio 1 a ouvert, le mardi 21 juillet à Tsévié, sa 3^e session ordinaire de l'année 2026 portant sur le projet d'affectation des résultats du compte administratif 2025.

Pendant dix jours, les conseillers municipaux vont débattre des résultats issus du compte administratif au 31 décembre 2025. Ces résultats indiquent, pour la section de fonctionnement, une dette de 215 807 369 FCFA et un résultat reporté de 400 520 223 FCFA. Les résultats budgétaires cumulés affichent un chiffre de 184 712 854 FCFA. Pour la section investissement et équipement, une dette de 46 565 463 FCFA est enregistrée tandis que le résultat reporté s'élève à 417 120 366 FCFA. Les résultats budgétaires cumulés sont évalués à 370 554 903 F CFA.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 382 121 800 FCFA. Il en résulte un besoin de financement de moins de 11 566 897 FCFA. De plus, le total des dépenses de fonctionnement engagées non mandatées au 31 décembre 2025 est de 4 559 343 FCFA.

Les dépenses de fonctionnement nouvelles à assurer au cours de l'exercice 2026 concernent la prise en charge des volontaires locaux et sont estimées à 30 millions. Le complément des indemnités de fonction dû à l'affectation aux différents postes du nouvel organigramme est de 15 millions et l'impact induit par l'augmentation du prix du carburant donne également 15 millions.



Le préfet décorant M. Toulassi

La distinction lui a été remise par le préfet de Zio, Gadewa Mawouna, qui a présidé la cérémonie d'ouverture.

Le préfet s'est réjoui du travail abattu et des propositions faites par les conseillers municipaux pour l'amélioration des conditions de vie des populations. Il a exhorté les élus et tous les acteurs communaux à accompagner la mairie dans ses efforts de recouvrement de recettes afin de faciliter l'investissement dans la commune.

« Notre commune demeure pleinement engagée dans la consolidation des acquis, l'amélioration continue des services publics locaux, la recherche de solutions durables aux défis auxquels notre commune est confrontée », a indiqué le maire de la commune Zio 1, Dr Atatsi Ayawo. ATOP/BBG/DHK/KYA



Conseillers municipaux et autres acteurs

Les conseillers municipaux plancheront aussi sur d'autres sujets tels que la restitution des travaux des géomètres sur les domaines de l'Etat et le suivi des recommandations de la dernière session. Ils vont également examiner et adopter le projet de budget supplémentaire exercice 2026.

La session sera marquée par la décoration du premier adjoint au maire, Toulassi Kokou. absent lors de la cérémonie officielle du 23 avril dernier à Kpalimé, il a été élevé



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



ZIO/CULTURES MARAÎCHÈRES ET COMMERCIALISATION :
DES PRODUCTEURS EN ATELIER DE RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES TECHNIQUES



Table d'honneur

perfectionnement professionnels (FNAFPP). La formation est assurée par le Centre de représentation et d'exportation des produits (CREP-Togo).

La rencontre regroupe les responsables des structures partenaires, les autorités locales et les bénéficiaires issus des coopératives maraîchères de la préfecture de Zio. Elle intervient dans un contexte marqué par la baisse progressive des rendements maraîchers dans la préfecture. Cette situation s'explique par la faible maîtrise des techniques modernes de production, la dégradation des sols et les difficultés d'accès à l'eau d'arrosage.

L'objectif est de renforcer les capacités techniques et organisationnelles des producteurs. Il s'agit d'améliorer leur productivité, la qualité des produits et leurs revenus. Les participants suivront des séances théoriques et pratiques qui seront complétées par un accompagnement de deux à trois mois sur le terrain.

Les producteurs seront formés sur plusieurs modules tels que la gestion intégrée de la fertilité des sols ; l'installation et la conduite des cultures maraîchères et la commercialisation des produits. Ils seront également initiés à la restauration des sols, à la fabrication du compost, aux itinéraires techniques des principales spéculations maraîchères, à la protection phytosanitaire, au calcul des coûts de production et aux stratégies de recherche de financement.

Le représentant du maire de la commune Zio 3, M. Djifa Azanli a salué les efforts des maraîchers en faveur de la sécurité alimentaire. Il les a invités à appliquer les connaissances acquises et à les partager avec d'autres producteurs.

Le représentant du FNAFPP, M. Ambroise Akondo-Ali a indiqué que cet appui financier s'inscrit dans la mission de renforcement des compétences des couches vulnérables. Cette formation, a-t-il précisé, contribuera à améliorer les revenus des producteurs et à renforcer leur autonomie économique.

Pour le président de la Chambre régionale d'agriculture de la Maritime, Aziakou Komla cette initiative répond aux difficultés liées aux changements climatiques. Ces derniers, a-t-il fait savoir, se manifestent par l'alternance entre excès et déficit de pluies, affectant les cultures et les revenus des ménages. « Nous avons constaté que le

Tsévié, 22 juil. (ATOP) – Quarante producteurs maraîchers, majoritairement des femmes, prennent part du 20 au 24 juillet à Agbélouvé, dans la commune Zio 3, à un atelier de formation sur les techniques d'intensification des cultures maraîchères conventionnelles et biologiques, ainsi que sur la commercialisation des produits.

L'initiative est portée par la Chambre régionale d'agriculture (CRA) de la Maritime. Elle bénéficie de l'appui financier du Fonds national d'apprentissage, de formation et de



Vue de la formation

maraîchage offre de réelles opportunités lorsqu'il est pratiqué avec les bonnes techniques », a-t-il déclaré. ATOP/AM/BBG/MD

AMOU/GOUVERNANCE LOCALE :

LES ACTEURS COMMUNAUX EN FORMATION SUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES

Amlamé, 22 juil. (ATOP) - L'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT) forme, du 22 au 24 juillet à Témédja dans la commune Amou 3, les acteurs communaux sur la mobilisation des ressources financières locales.



M. Abaglo (au micro) ouvrant les travaux



Des acteurs communaux

La session de renforcement de capacités regroupe les acteurs des communes Amou 3, Akébou 1 et 2 et Wawa 1. Les travaux visent à doter les participants des compétences nécessaires pour optimiser le recouvrement des recettes dans leurs communes.

La formation est assurée par l'expert-consultant Boukary Ayouma, trésorier des communes Golfe 1, 4 et 6. Celui-ci va entretenir les participants sur l'appropriation du cadre juridique et réglementaire encadrant la fiscalité locale ; la maîtrise des rôles et responsabilités des différents acteurs de la chaîne financière, ainsi que sur l'acquisition de techniques éprouvées pour optimiser la collecte des taxes et redevances sur le terrain.

Les travaux ont été ouverts par le secrétaire général de la préfecture de l'Amou, Abaglo Ayité. Il a félicité l'ANFCT pour cette initiative en matière de mobilisation des ressources pour le développement de leurs collectivités. Il a précisé que la formation s'inscrit dans la politique de décentralisation, de promotion et d'autonomisation des collectivités territoriales insufflée par le Président du Conseil.

Le représentant du maire d'Amou 3, M. Amewoha Ankou a souligné l'opportunité qu'offre cet atelier pour les communes. Selon lui, cette formation constitue un levier essentiel permettant aux autorités locales d'accroître leurs recettes propres afin de financer durablement les projets de développement communautaire.

Cette formation se déroule simultanément à Amlamé pour un second groupe de communes. ATOP/KKT/MG

DROITS DE L'HOMME :

LA CNDH SENSIBILISE LES POPULATIONS D'AGOU À TRAVERS LE FILM « MIKOKO »

Agou, 22 juil. (ATOP) - La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), en partenariat avec le Collectif des associations contre l'impunité au Togo (CACIT) et l'association « VEGON », a organisé, le mardi 21 juillet à Agou-Gadzépé, une projection publique du film « Mikoko » pour promouvoir les droits de l'homme, les valeurs démocratiques et la participation citoyenne.

L'activité s'inscrit dans une démarche de sensibilisation des populations sur leurs droits et devoirs civiques, en vue de contribuer à l'amélioration de la gouvernance démocratique et au renforcement de la culture des droits de l'homme au Togo.

Inspiré du vécu quotidien des communautés, le film aborde plusieurs thématiques liées aux droits civils, politiques, économiques et socioculturels. Il met notamment en lumière le droit à l'éducation, le droit de vote, la participation citoyenne à la gestion des affaires publiques, ainsi que l'égalité entre les femmes et les hommes. L'œuvre traite également des violences basées sur le genre, de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption, de la liberté d'expression et de la liberté de la presse en période électorale.



Le public lors de la projection

Le responsable de la structure Cinéma numérique ambulant (CNA), Joël M'Maka Tchédre, a indiqué que le film vise particulièrement à encourager les femmes à exercer pleinement leurs droits et à participer activement à la vie politique, sociale, culturelle et économique du pays. Il les a exhortées à s'impliquer davantage dans les instances de prise de décision afin de contribuer au développement de leurs communautés.

A l'issue de la projection, plusieurs participants ont salué cette initiative qui, selon eux, constitue un moyen efficace de sensibilisation aux droits humains et encourage les femmes à davantage s'affirmer et à prendre part au développement de la société.

Réalisé par Angéla Aquereburu avec l'appui financier de l'Union européenne, « Mikoko » a été présenté en avant-première le 10 décembre 2024 au Canal Olympia de Lomé, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme.

ATOP/MET/AYH/BA

SOTOUBOUA :

DES ÉLEVEURS FORMÉS AUX TECHNIQUES D'ÉLEVAGE ET DE GESTION D'UNE FERME AGRICOLE

Sotouboua, 22 juil. (ATOP) - Soixante éleveurs de la commune Sotouboua 1 ont renforcé leurs capacités, du 15 au 21 juillet à Sotouboua, sur les techniques modernes d'élevage, d'alimentation et de nutrition des caprins, ainsi qu'en gestion d'une ferme agricole.

Cette formation, sanctionnée par la remise d'attestation aux participants, est initiée par l'ONG Réseau d'initiative villageoise d'entreprise (RIVE), basée à Lomé, en collaboration avec le cabinet Peace and Light. Elle a reçu l'appui financier du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP). Cette activité s'inscrit dans la dynamique de professionnalisation des éleveurs et de promotion d'un élevage plus productif et durable.

Ce stage a permis de doter les bénéficiaires de connaissances et de compétences pratiques nécessaires pour améliorer la productivité et la rentabilité de leurs activités.



Des participants

Les stagiaires ont été entretenus sur plusieurs modules, notamment les races et les systèmes d'élevage ; la santé nutritionnelle et prévention des carences ; la gestion durable des pâturages et l'agroécologie. La reproduction, l'amélioration génétique et production laitière ainsi que la gestion technique, administrative et financière ont été également développées. Les participants ont, aussi, été renseignés sur l'entretien d'un enclos, la tenue d'un carnet d'élevage et la reconnaissance des signes de chaleur pour maîtriser la reproduction de leurs chèvres. Ils ont, en outre, été formés sur les signes de carence et de prévention des maladies caprines ainsi que sur la fabrication des compléments minéraux et vitamines à base des ressources locales et du compost à partir du fumier pour enrichir leurs champs.

Le secrétaire général de la préfecture de Sotouboua, Akakpo Nyagoulamba et le maire de Sotouboua 1, Gnanguissa Plibam ont salué cette initiative de renforcer les compétences des acteurs du monde rural afin d'assurer la pérennité des activités d'élevage de caprins dans la communauté. Ils ont encouragé les bénéficiaires à mettre en pratique et à partager les acquis avec d'autres éleveurs de leurs communautés.

Le secrétaire exécutif de RIVE, Kouyabou Pitikabalo a indiqué que dans le processus d'accompagnement des coopératives « Dikahèzou » de Dérébou et « Hèzouwè » de Sossossi pour l'obtention de leur immatriculation et les bonnes pratiques agricoles, il a été constaté que leur élevage ne s'améliorait pas. D'où la mise en œuvre de ce projet pour aider les éleveurs à booster leurs activités. M. Kouyabou a exprimé sa satisfaction et espère que les enseignements reçus seront appliqués pour booster l'élevage des caprins dans les communautés.

Le porte-parole des bénéficiaires, Mme Agouzou Kébandou a remercié les initiateurs pour cette formation qui contribuera à accroître leurs revenus tout en participant à la sécurité alimentaire et au développement économique local.
ATOP/BTP/MEK/BA



M. Akakpo (à droite) remettant l'attestation à un stagiaire

OGOU :

LE FNAFPP ASSOCIE SES PARTENAIRES DANS L'ELABORATION DU PLAN STRATEGIQUE 2026-2036

Atakpamé, 22 juil. (ATOP) - Le comité de gestion du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP) s'est concerté le mardi 21 juillet à Atakpamé avec les acteurs économiques et de la formation professionnelle de la région des Plateaux dans le cadre de l'élaboration du plan stratégique 2026-2036.

La rencontre s'inscrit dans le cadre d'une tournée nationale dans toutes les régions économiques du Togo. Elle a permis de recueillir les avis des acteurs des Plateaux, d'évaluer les difficultés opérationnelles et d'identifier les besoins réels en compétences pour renforcer l'adéquation entre l'offre de formation et les réalités du marché de l'emploi. Les données collectées serviront de



Des participants

fondation scientifique au cabinet d'experts chargé de structurer les futurs axes stratégiques du Fonds.

Le président du conseil régional des Plateaux, Gnatcho Komlan a exhorté chaque acteur à s'impliquer pleinement afin que la feuille de route décennale du FNAFPP reflète l'ambition économique de la région.

Le président du comité de gestion du FNAFPP, Pidassa Awali a indiqué que son organe, en tant qu'instance décisionnelle du Fonds, a conscience qu'une planification stratégique efficiente ne peut se concevoir de manière isolée. « Nous avons initié cette démarche inclusive à travers les six régions économiques pour placer l'écoute de nos partenaires au cœur de notre future doctrine d'intervention. Les précieuses données recueillies sur le terrain permettront de concevoir un plan stratégique 2026-2036 en parfaite adéquation avec la politique nationale de formation-insertion », a-t-il souligné. ATOP/AY/KKT/BV

TCHAOUDJO/MAINTIEN SCOLAIRE DES ADOLESCENTES VULNERABLES : **UN PROJET DE RENFORCEMENT DES COMPETENCES DE VIE COURANTE LANCE**



Officiels et participants

Sokodé, 22 juil. (ATOP) – Le « Projet intégré de renforcement des compétences de vie courante et de maintien scolaire des adolescentes vulnérables dans les communes Tchaoudjo 1 et 4 (Médée céré) », a été lancé, officiellement, le mardi 21 juillet à Sokodé.

Ce projet de l'ONG Dimension humaine (DH) s'inscrit dans le cadre de son Programme de promotion de l'éducation pour tous, notamment à travers son axe stratégique 3 intitulé « Droit à l'éducation pour

tous ». Il est exécuté avec l'appui technique et financier de CARE Bénin/Togo.

L'initiative vise à contribuer au maintien scolaire durable des adolescentes vulnérables dans les deux communes. Ceci, à travers le renforcement des compétences de vie courante et de leur résilience, ainsi que la création d'un environnement communautaire favorable à l'éducation des filles. D'une durée de 8 mois, elle prévoit, entre autres, des formations de 60 adolescentes vulnérables, composés de 48 scolaires et 12 non scolaires sur les compétences de vie courante et celles des comités de veille communautaire pour la protection des filles.

Le projet intègre la mise en place d'un dispositif structuré de mentorat scolaire et extrascolaire ainsi que la production et diffusion d'un guide illustré « Ma boussole pour ma vie : Guide des compétences de vie et de réussite des adolescentes ». Il prévoit la réalisation des émissions radiophoniques sur les droits sexuels et reproductifs, la mise en place d'un système de répétition et de tutorat et l'acquisition du matériel nécessaire pour aider les filles à faire leurs devoirs. Cette initiative veut fournir des moyens de transport aux filles en transition dont le domicile est éloigné de l'école sur la base de critères objectifs.

L'atelier de lancement a servi de cadre pour sensibiliser sur le projet et mobiliser les parties prenantes autour de ses objectifs et de sa mise en œuvre. Les échanges avec celles-ci ont permis de recueillir leurs préoccupations, leurs recommandations et propositions pour une meilleure appropriation du projet. Les autorités, les services techniques étatiques, les communautés et partenaires se sont engagés en faveur de son exécution.

Le préfet de Tchaoudjo, Tchimbiana Yendoukoa Douiti a réaffirmé son engagement et celui des autres parties prenantes en faveur du maintien scolaire, de la protection et de l'autonomisation de ces dernières dans les deux communes.

Le président du conseil d'administration de DH, Daro Ouro-Akondo a relevé l'intérêt du projet « Médée céré » ou « Mon avenir » qui vient contribuer à relever plusieurs défis. Parmi ces défis, il a cité, le manque de compétence de vie courante chez les adolescentes scolarisées et non scolarisées, l'insuffisance de soutien et l'absence d'environnement communautaire pour accompagner et soutenir ces filles, ceci entraînant la fragilité de leurs parcours. ATOP/MEK/BV

YOTO :

LES DIX MEILLEURES FILLES AU CEPD DE L'IEPP YOTO-EST PRIMEES

Tabligbo, 22 juil. (ATOP) – Les dix meilleures filles au Certificat d'étude du premier degré (CEPD), session de 2026 de l'Inspection de l'enseignement préscolaire et primaire (IEPP) de Yoto-Est ont été primées le mardi 21 juillet à Tabligbo.



Officiels et lauréates avec leurs prix



La remise symbolique

Cette initiative vise à promouvoir l'excellence scolaire et à encourager les jeunes filles à redoubler d'efforts. Les trois premières ont reçu chacune un vélo. Les autres lauréates ont bénéficié de kits de fournitures scolaires composés de sacs d'écolier, de stylos, de cahiers, d'ensembles géométriques, de crayons, de gommes et de crayons de couleur.

Les trois meilleurs garçons de la même inspection ont également reçu des kits scolaires en reconnaissance de leurs performances. Les écoles primaires de la circonscription pédagogique de l'IEPP Yoto-Est ayant enregistré un taux de réussite de 100 % à cet examen ont aussi, été distinguées par des diplômes d'honneur.

L'inspecteur de l'IEPP Yoto-Est, Gnanta Fada-Alorh a fait savoir que l'initiative va se poursuivre afin d'amener davantage les jeunes filles à viser l'excellence et à persévérer dans leurs études. Il a félicité les lauréates, les enseignants et les parents pour les résultats obtenus. L'inspecteur a exhorté les élèves primés à maintenir leurs efforts pour améliorer davantage leurs performances scolaires.

La porte-parole des élèves bénéficiaires, Mlle Ajavon Kayi Gabriella a exprimé sa gratitude aux organisateurs et s'est engagée à redoubler d'efforts au cours des prochaines années afin de maintenir l'excellence. Elle a également rassuré qu'elle fera bon usage du vélo reçu, qu'elle considère comme une source de motivation supplémentaire pour poursuivre ses études avec détermination.

L'inspection de Yoto-Est est la première au CEPD dans la région Maritime avec un pourcentage de 87,69 %. ATOP/SAK/BV/KYA



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



NOUVELLES DE L'ETRANGER

SENEGAL :

LE RAPPROCHEMENT INATTENDU ENTRE DIOMAYE FAYE ET MACKY SALL

Africanews- Accueillie comme une victoire par les partisans de Macky Sall, la décision du président sénégalais Bassirou Diomaye Faye de soutenir la candidature de son prédécesseur au poste de secrétaire général des Nations unies marque un tournant après des mois de relations tendues entre les deux hommes.

Cette annonce intervient quelques jours seulement après leur rencontre au palais présidentiel, qui semble avoir ouvert la voie à un rapprochement politique inattendu.

Selon Moussa Baldé, coordinateur du Réseau des universitaires républicains, le soutien national est essentiel lorsqu'on brigue un poste de haut niveau, en particulier au sein d'institutions mondiales telles que les Nations unies.

« En diplomatie, lorsqu'un pays ne soutient pas l'un des siens, il devient difficile pour ses partenaires de le faire. Je pense que plus de 40 pays africains soutenaient déjà cette candidature, et nous pourrions désormais assister à un soutien unanime à travers toute l'Afrique. Cela rassure les partenaires du Sénégal. Je pense donc que le soutien du Sénégal à cette candidature est extrêmement important », a déclaré Moussa Baldé.

Ce soutien est considéré comme crucial, en particulier pour le président, alors qu'il doit gérer sa rivalité politique avec le parti Pastef d'Ousmane Sonko. Selon cet analyste politique, le soutien apporté par Bassirou Diomaye Faye à Macky Sall relève de calculs électoraux, le futur parti présidentiel se positionnant contre le mouvement politique qui l'a porté au pouvoir.

« Le Pastef contrôle l'Assemblée nationale et reste une force politique majeure dans le pays. Parallèlement, Diomaye a mis en place sa propre coalition, Diomaye Président, dans le but de créer un parti politique. Il aura besoin de soutien lors des inévitables affrontements politiques à venir avec Ousmane Sonko. C'est pourquoi il a besoin du soutien de l'APR, voire du PDS. Lors de son récent voyage au Qatar, il a rencontré de manière inattendue Karim Wade, ce qui montre qu'il est à la recherche d'alliés. Soutenir Macky Sall est donc aussi un moyen de rechercher un soutien politique en vue de la future confrontation avec Ousmane Sonko », a déclaré Alassane Samba Diop, analyste politique.

Il convient également de noter que le Pastef n'a pas changé de position concernant le soutien du Sénégal à la candidature de Macky Sall au poste de secrétaire général de l'Organisation des Nations unies. Le parti d'Ousmane Sonko reste opposé à cette initiative, tenant l'ancien président pour responsable des violences qui ont fait près de 80 morts lors des manifestations de 2021 et 2023.

Africanews

BURKINA FASO :

INAUGURATION D'UNE CENTRALE THERMIQUE DE 50 MW

Ouagadougou, (Xinhua)- Le Premier ministre burkinabè, Rimtalba Jean Emmanuel Ouédraogo, a inauguré mardi 21 juillet la centrale thermique d'urgence de Pabré, d'une capacité de 50 mégawatts, dans le cadre des efforts du pays visant à renforcer sa souveraineté énergétique.

Selon un communiqué publié par ses services, cette infrastructure située à une vingtaine de kilomètres au nord de la capitale, Ouagadougou, et réalisée en 90 jours pour un coût de 18 milliards de francs CFA (environ 31 millions de dollars), devrait renforcer les

capacités de production de la Société nationale d'électricité du Burkina et contribuer à l'amélioration de l'offre nationale d'électricité.

« Aujourd'hui, la souveraineté du Burkina Faso est également en marche dans le domaine de l'énergie », a dit M. Ouédraogo lors de la cérémonie d'inauguration.

Il a souligné que les choix antérieurs, fondés sur l'importation d'électricité, avaient montré leurs limites en exposant le pays aux aléas extérieurs et aux perturbations de l'approvisionnement énergétique.

« Nous avons décidé de construire nos propres capacités de production pour aller vers l'autonomie stratégique et la souveraineté énergétique », a-t-il affirmé. « Nous n'aurons de repos que lorsque nous aurons réussi à faire en sorte que la production nationale d'électricité soit supérieure à la demande ».

Selon le Pacte national de l'énergie pour le Burkina Faso (2026-2030), le taux de dépendance en puissance du pays s'élevait à 55% en 2024, le gouvernement ambitionnant de le ramener à zéro à l'horizon 2030. Il vise également à porter le taux d'électrification urbain de 87,83% en 2024 à 100% d'ici 2030 et le taux d'électrification rural de 10,21% à 70,73% sur la même période.

Xinhua

BURKINA FASO :

SAMIRA SIMPORE, PIONNIERE DE L'ART FILAIRE

Africanews- Au Burkina Faso, le string art (ou art filaire) connaît un essor créatif depuis quelques années. De jeunes créateurs, à l'image de la Burkinabè Samira Simporé, autodidacte de l'art de l'illusion par les fils tendus, valorisent la culture locale, les symboles traditionnels et la faune, tout en créant des portraits.

L'art du fil et des clous, la burkinabè Samira Simporé, ingénieure en BTP, l'a découvert sur les réseaux sociaux. En moins de deux ans, elle a fait de cet art sa passion. Cette dernière lui génère quelques revenus.

Aujourd'hui, Samira travaille sur le logo d'une entreprise de la place. Avec une dizaine d'œuvres à son actif, elle trouve une thérapie dans le string art, au-delà de la créativité manuelle qu'il offre.

« L'art filaire en tant que tel, demande la patience et une concentration et ça réduit beaucoup le stress. Pour moi la file c'est une auto thérapie pour moi », explique l'artiste.

Samira est l'une des pionnières de cet art au Burkina Faso. Le manque de visibilité est sa plus grande difficulté d'autant plus que le string art est encore nouveau pour les burkinabè.

« Le public est habitué à de l'art plastique, donc ma plus grande difficulté actuellement, c'est la promotion, justement, la visibilité de ces produits-là. J'ai participé à une exposition où la plupart des exposants étaient des artistes plasticiens et j'étais pratiquement la seule à présenter ce style d'art-là. », raconte-t-elle.

Selon Aboubacar Sanga, promoteur d'art, le string art tire son origine du tricotage des femmes africaines. Cette pratique, modernisée de nos jours avec des clous et des fils, apporte une plus-value économique et artistique.

« C'est aussi un plus pour l'économie, parce que ce sont des matériaux à acheter, et je pense aussi que ça donne la possibilité au public de découvrir l'art autrement, parce que, quelque part, là où peut-être la peinture ne va pas faire effet, peut-être que le string art peut faire effet à travers la démarche, à travers la pose, à travers le style », affirme Aboubacar Sanga, artiste plasticiens, promoteur d'art.

Samira Simporé en collaboration avec d'autres artistes entendent initiés les jours à venir des actions de promotion du string art à travers des foires d'expositions, et des formations afin de mieux faire connaître cet art au Burkina Faso.

Africanews

SPORTS

LE PRESIDENT DE LA CAF, DR PATRICE MOTSEPE, SALUE LA PRESTATION DES 10 SELECTIONS AFRICAINES A LA COUPE DU MONDE DE LA FIFA 2026 ET ANNONCE D'IMPORTANTES MESURES POUR LE FOOTBALL AFRICAIN

CAIRE, (CAF) - Le Président de la Confédération Africaine de Football (« CAF »), Dr Patrice Motsepe, s'est félicité aujourd'hui des performances remarquables réalisées par les 10 sélections africaines engagées lors de la Coupe du Monde de la FIFA 2026.

Le continent africain était représenté lors de cette édition par l'Algérie, le Cap-vert, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Ghana, le Maroc, la République Démocratique du Congo, le Sénégal, l'Afrique du Sud et la Tunisie.

Sur ces 10 équipes, 9 (soit 90 %) sont parvenues à s'extraire de la phase de groupes pour atteindre les seizièmes de finale (phase à élimination directe). Il s'agit d'un pourcentage record dans l'histoire de la compétition.

Alors qu'elle représentait 20,8 % des 48 nations participantes, l'Afrique constituait 28,1 % des équipes qualifiées pour les seizièmes de finale. Cette performance place le continent au deuxième rang mondial, juste derrière l'UEFA, qui a vu 40 % de ses représentants franchir le premier tour.

L'Égypte et le Maroc se sont hissés jusqu'en huitièmes de finale. À cette occasion, le Maroc a franchi un palier historique en se qualifiant pour les quarts de finale lors de deux éditions consécutives.

Le Cap-vert, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo, l'Afrique du Sud, le Ghana et la Tunisie ont également livré des prestations de haut niveau.

Le Président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, a déclaré : « Les sélections africaines ont accompli des progrès considérables et enregistré des succès majeurs lors de cette Coupe du Monde 2026 ; je suis extrêmement fier de leur parcours. Avec 90 % d'équipes qualifiées pour la phase à élimination directe, nos représentants ont écrit une nouvelle page de notre histoire sportive. À titre de comparaison, le taux de qualification des équipes africaines pour le second tour était de 40 % en 2022, 0 % en 2018 et 40 % en 2014.

Nous avons également identifié des axes d'amélioration précis. Je ne doute pas que les entraîneurs, les encadrements techniques et les joueurs sauront apporter les ajustements nécessaires afin de garantir des réussites plus éclatantes encore lors des prochaines échéances mondiales.

La CAF organisera prochainement une conférence réunissant sélectionneurs, équipes techniques, anciens internationaux et experts du football afin d'analyser en profondeur les prestations de nos équipes en 2026. L'objectif sera de formuler des recommandations stratégiques en vue de la Coupe du Monde 2030.

Nous poursuivrons nos investissements dans la formation des jeunes (filles et garçons), le football amateur, les ligues professionnelles et les équipes nationales de nos 54 associations membres, pour hisser le football africain au sommet de la scène internationale. La CAF renforce le financement de la formation des cadres techniques et dispensera de nombreuses sessions de perfectionnement dans chacune des 6 zones de notre continent.

Par ailleurs, nous faisons du Championnat Africain du Football Scolaire un levier prioritaire de notre stratégie de développement de la jeunesse. Enfin, nous allons accentuer les partenariats entre nos associations membres, les gouvernements et le secteur privé afin de soutenir et financer l'essor du football à l'échelle nationale. Ces synergies sont fondamentales pour rénover, moderniser et entretenir nos infrastructures sportives. Chaque sélection nationale et chaque club doit pouvoir évoluer à domicile, devant son public. Il est indispensable que chacune de nos 54 nations dispose d'au moins un stade répondant scrupuleusement aux normes de la CAF et de la FIFA.

La CAF enregistre d'immenses progrès dans la promotion du football masculin et féminin en Afrique. Notre conviction reste inébranlable : une nation africaine sera un jour champion du monde. »

Total Energies CAF Coupe d'Afrique des Nations Féminine (« WAFCON »)

La CAF a également officialisé aujourd'hui une revalorisation significative des dotations financières de la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Féminine :

- Prime de l'équipe vainqueur : Augmentation de 100 %, portée à 2 millions de dollars..
- Enveloppe globale des primes : Hausse de 67 %, passant de 3,475 millions de dollars à 5,8 millions de dollars.
- Prime du finaliste : Augmentation de 50 %, portée à 750 000 de dollars ; la prime attribuée au 3^e augmente quant à elle de 43 %.
- Prime de participation : Chacune des 16 nations participantes percevra 150 000 dollars, soit une hausse de 20 % (+25 000 dollars par rapport à l'édition précédente).

Depuis le début du mandat de l'actuelle direction de la CAF, la prime réservée à l'équipe championne a progressé de 900 % (passant de 200 000 dollars à 2 millions de dollars) et la dotation globale a augmenté de 495 % (passant de 975 000 dollars à 5,8 millions de dollars).

Le nombre d'équipes participantes à la phase finale de la CAN Féminine a par ailleurs été porté de 8 à 16 sélections.

TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations (« AFCON ») Kenya, Tanzanie et Ouganda (« PAMOJA ») 2027

Les préparatifs de la TotalEnergies CAF CAN KE-TZ-UG 2027 progressent conformément au calendrier établi.

Les gouvernements du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda font preuve d'un engagement exemplaire et travaillent en étroite collaboration avec la CAF afin de garantir que l'ensemble des infrastructures (stades, terrains d'entraînement, hébergements, transports, dispositifs sécuritaires et médicaux, réseaux technologiques et moyens de diffusion) réponde aux exigences nécessaires au succès de l'événement.

Candidatures pour l'organisation des CAN 2028, 2032 et 2036

La CAF a officiellement ouvert l'appel à candidatures pour les associations membres souhaitant accueillir les éditions 2028, 2032 et 2036 de la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations.

Le processus se déroule dans d'excellentes conditions et plusieurs dossiers de qualité ont déjà été déposés. Des annonces officielles seront faites en temps opportun.

Appel d'offres pour les Droits Commerciaux – CAN 2028 à 2036

La CAF lance un appel d'offres international relatif aux droits commerciaux des éditions 2028, 2032 et 2036 de la CAN.

L'instance dirigeante a été sollicitée par plusieurs agences internationales majeures spécialisées dans le marketing sportif. Cet appel d'offres vise à optimiser les revenus financiers et à valoriser la marque CAN, au bénéfice du développement du football au sein des 54 associations membres et de l'ensemble des compétitions de la CAF.

48^e Assemblée Générale Ordinaire de la CAF à Abuja (Nigeria)

La 48^e Assemblée Générale Ordinaire de la CAF se tiendra à Abuja, au Nigeria, le 21 novembre 2026.

La CAF exprime sa gratitude au gouvernement nigérian ainsi qu'à la Fédération Nigériane de Football (« NFF ») pour leur coopération. Cet événement majeur contribuera de manière décisive aux orientations stratégiques du football sur le continent. CAF

